



GREEN
CLIMATE
FUND



Programme Continental d'Investissement dans le secteur de l'Eau (PIA)

Termes de référence : Consultant National chargé de l'évaluation des besoins en matière de préparation au Fond Vert pour le Climat (GCF) en République du Tchad

1. Contexte du Programme continental d'investissement dans le secteur de l'eau en Afrique

Le 6 septembre 2023, les chefs d'État et de gouvernement africains se sont engagés à soutenir la mise en œuvre du Programme continental d'investissement dans le secteur de l'eau en Afrique (PIA), dans le cadre de la [Déclaration de Nairobi sur le changement climatique](#).

L'Afrique est très vulnérable au changement climatique, qui devrait avoir un impact sur l'eau en raison de l'augmentation des sécheresses et des inondations, de la rareté de l'eau et des maladies transmises par l'eau. Malgré cette vulnérabilité prononcée, de nombreux pays africains n'ont qu'une capacité limitée d'accès au financement climatique pour des investissements stratégiques dans le domaine de l'eau.

L'accès au financement climatique pour la sécurité de l'eau en Afrique est essentiel pour réaliser la stratégie et le plan d'action de l'Union africaine (UA) sur le changement climatique et le développement résilient (2022-2032), qui reconnaît la nécessité de renforcer les systèmes d'eau résilients au climat dans le cadre de l'axe 2 : Adopter des voies vers un développement transformateur résilient au climat.

Le Programme continental d'investissement dans le secteur de l'eau en Afrique (PIA) soutient la mise en œuvre de la Stratégie de l'Union africaine sur le changement climatique et le développement résilient. Le PIA a été adopté lors de la 34e session ordinaire de la Conférence du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'UA le 7 février 2021, dans le cadre du Plan d'action prioritaire 2 du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA). La [Stratégie de l'UA sur le changement climatique et le développement résilient \(2022-2032\)](#) reconnaît le PIA comme une initiative phare pour la transformation des systèmes d'eau.

Les investissements dans le secteur de l'eau en Afrique sont nettement inférieurs aux objectifs fixés pour répondre aux besoins sociaux et économiques croissants du continent. On estime qu'il faut investir au moins 30 milliards de dollars supplémentaires par an d'ici à 2030 pour atteindre

l'objectif de développement durable (ODD 6) relatifs à l'eau et à l'assainissement. Actuellement, seuls 10 à 19 milliards de dollars sont investis chaque année.

Le PIA vise à combler le déficit d'investissement dans le secteur de l'eau en mobilisant au moins 30 milliards de dollars supplémentaires par an d'ici 2030 et en créant cinq millions d'emplois dans le cadre de la Vision africaine de l'eau 2025 et des objectifs des ODD liés à l'eau en 2030. Le PIA comprend cinq piliers qui visent à contribuer à la réduction du déficit d'investissement dans l'eau à travers l'Afrique, à savoir :

1. Panel international de haut niveau de l'UA-AIP sur les investissements dans le secteur de l'eau en Afrique - Le [Panel international de haut niveau sur les investissements dans l'eau pour l'Afrique](#) a été créé en 2022 et comprend des chefs d'État actuels et anciens ainsi que des leaders mondiaux. En 2023, le Groupe a soutenu l'UA dans l'élaboration et le lancement d'un rapport, [Africa's Rising Investment Tide](#), et d'un [plan d'action pour l'investissement dans l'eau en Afrique](#), avec des voies praticables permettant aux pays de mobiliser au moins 30 milliards de dollars supplémentaires par an d'ici à 2030 pour la mise en œuvre du PIA.

2. Tableau de bord des investissements dans l'eau du PIA-PIDA - La fiche d'évaluation des investissements dans l'eau du PIA-PIDA renforce la responsabilité mutuelle, la transparence et l'efficacité du financement et des investissements dans le secteur de l'eau. Le tableau de bord aide les pays à suivre les progrès, à fixer des repères, à identifier les goulets d'étranglement et à prendre des mesures pour répondre aux besoins de l'Afrique en matière d'investissement dans l'eau. Le tableau de bord a été adopté par l'AUDA-NEPAD dans le cadre du PIDA en février 2022. Le tableau de bord a été développé et piloté dans 10 pays en 2023, avant d'être déployé dans les États membres de l'UA.

3. Programmes régionaux et nationaux d'investissement dans l'eau - Le PIA aide les États membres de l'UA à élaborer des programmes nationaux d'investissement dans l'eau afin de combler le déficit d'investissement dans ce domaine. De nombreux pays africains sont extrêmement vulnérables à la variabilité et au changement climatiques et sont en outre confrontés à la faiblesse des capacités institutionnelles, de l'infrastructure de l'eau et des systèmes d'information pour soutenir la gestion de l'eau. Les programmes nationaux d'investissement dans l'eau visent à combler ces lacunes et s'appuient sur les conclusions du tableau de bord de l'AIP-PIDA sur l'investissement dans l'eau.

4. PIA Facilité internationale d'investissement mixte - Le PIA évaluera la nécessité d'une facilité internationale d'investissement mixte pour aider les pays à tirer parti de l'APD (aide publique au développement) et des subventions pour réduire les risques liés aux investissements prioritaires dans le secteur de l'eau en utilisant une variété d'instruments et de sources financières novatrices. Il s'agit notamment de fonds souverains, de garanties, de financements commerciaux, d'investisseurs institutionnels et d'investisseurs privés, de fondations, d'investissements d'impact fondés sur la valeur et de financements climatiques.

5. Égalité des sexes et autonomisation des femmes et des filles dans l'investissement dans l'eau - Le programme de développement du climat de l'eau transformateur de genre de l'AIP (AIP WACDEP-G) développe des outils pour aider les gouvernements à lutter contre les inégalités systémiques dans la prise de décision, la planification et la mise en œuvre des investissements, en encourageant une approche transformatrice dans les agences, les structures et les relations sociales. Le PIA WACDEP-G a été piloté dans cinq pays africains au cours de la période 2020-2024 et devrait être étendu à de nombreux autres pays d'Afrique.

2. Contexte du programme de préparation multi-pays de l'Union Africaine (AU AIP Multicountry GCF Readiness Project)

La République du Tchad fait partie des quinze (15) pays bénéficiaires de la première phase du Projet « Appui à la Préparation au GCF du Programme Multi-Pays de la Commission de l'Union Africaine pour Accélérer le Programme d'Investissement dans l'Eau (AU AIP Multicountry GCF Readiness Project) ». Le projet est financé par le Fonds Vert pour le Climat (GCF) pour un montant total de Six Millions Cent Soixante Quatre Mille Cinquante Trois (6 164 053) Dollar US. Il est mis en œuvre par la Commission de l'Union Africaine à travers le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) en Afrique australe (GWPSA) et l'Unité de Coordination du GWP en Afrique (UC-GWP Afrique).

L'objectif global du projet à la préparation du GCF est de renforcer les capacités des pays en matière de planification des investissements dans le secteur de l'eau et de préparation des projets pour prendre des mesures climatiques. Cet objectif sera atteint grâce aux interventions suivantes :

- Renforcer la capacité des pays à programmer le financement du climat et à accéder directement aux ressources du GCF, en mettant l'accent sur les mesures climatiques liées à l'eau ;
- Renforcer les cadres stratégiques pour la planification d'investissements dans l'eau résistants au climat par l'élaboration de programmes d'investissement dans l'eau ;
- Faire avancer les projets nationaux en élaborant des notes conceptuelles ; et
- Créer une plateforme continentale de connaissances et d'investissements afin de faciliter l'apprentissage et l'investissement pour la sécurité de l'eau en Afrique.

3. Objectif de la mission

La présente mission vise à soutenir la planification stratégique de la République du Tchad pour l'appui à la préparation (ou Readiness) au Fonds vert pour le climat (GCF), en réalisant une évaluation complète des besoins de préparation du pays pour l'Autorité Nationale Désignée (AND).

Cette évaluation constituera un exercice fondamental permettant d'identifier les lacunes en matière de capacités, les besoins institutionnels et les obstacles politiques qui entravent l'accès efficace aux ressources du GCF et, plus largement, au financement climatique. Les résultats de cette évaluation orienteront directement l'élaboration des Termes de Référence (TdRs) de la préparation du pays, en cohérence avec la Stratégie d'appui à la préparation pour la période

2024–2027, afin de guider et mieux planifier les futures demandes de financement et d'appui à la préparation.

C'est exercice va ainsi contribuer à :

- Renforcer la capacité institutionnelle de l'AND à coordonner efficacement le financement du GCF et le financement climatique en général ;
- Mettre en place ou améliorer des mécanismes de coordination inclusifs pour impliquer les parties prenantes concernées, y compris les entités gouvernementales, la société civile, le secteur privé et les groupes vulnérables, dans la planification et la mise en œuvre des investissements climatiques ;
- Améliorer l'environnement politique et réglementaire pour soutenir la formulation, l'alignement et la mise en œuvre de cadres stratégiques climatiques tels que la CDN, le PAN et la Stratégie à long terme (SLT) ;
- Renforcer la capacité du pays à prioriser, planifier et développer des portefeuilles d'investissements climatiques de haute qualité, alignés sur les objectifs de programmation et les critères d'investissement du GCF ;
- Renforcer les capacités des institutions nationales, y compris les entités d'accès direct potentielles (EAD), à satisfaire aux normes d'accréditation du GCF et à mettre en œuvre des projets de financement climatique ;
- Promouvoir la gestion des connaissances, le suivi-évaluation-apprentissage et les mécanismes de coopération pour soutenir une programmation fondée sur des données probantes, la collaboration régionale et l'amélioration continue des interventions de préparation ;
- Permettre l'élaboration de Termes de Référence (TdR) solides pour la préparation du pays, fondés sur des données probantes, portés par le pays, et alignés sur la Stratégie d'appui à la préparation et à la mise en œuvre du GCF 2024–2027.

4. Attentes de la mission

Le consultant recruté sera principalement chargé de réaliser une évaluation des besoins en matière de préparation au GCF et de préparer un plan d'implémentation des besoins en République du Tchad. Plus spécifiquement, le consultant devra :

- a) Présenter un rapport de démarrage au début de la mission, présentant l'approche méthodologique du consultant. Pendant la réalisation de la mission, confirmer chaque résultat avec l'équipe de GWP et l'AND avant de passer aux tâches suivantes et/ou de consulter les parties prenantes ;
- b) Collecter et examiner les documents nationaux pertinents, y compris les stratégies climatiques (par exemple, CDN, PAN, et d'autres Stratégies à Long Terme), les cadres politiques, les mandats institutionnels, les subventions de préparation antérieures et les documents de programmation nationaux, afin d'établir une compréhension de base du paysage du financement climatique ;

- c) Administrer un questionnaire sur la base des questions directrices du GCF¹ afin d'identifier systématiquement les lacunes. Les réponses doivent éclairer le cadre de diagnostic des besoins de préparation en cohérence avec le Cadre de gestion des résultats révisé (RRMF) du GCF et la stratégie 2024-2027 du Programme de soutien à la préparation.
- d) Organiser et faciliter des consultations, des entretiens et des ateliers de validation avec un large éventail de parties prenantes nationales, y compris l'AND, les ministères sectoriels, la société civile, le secteur privé, les partenaires au développement et les acteurs infranationaux.
- e) Assurer la pleine participation des groupes marginalisés, promouvoir l'égalité de genre et l'inclusion sociale, et soutenir le leadership national ainsi que l'appropriation institutionnelle tout au long du processus d'évaluation et de priorisation. L'intégration de l'approche sensible au genre tout au long de la mise en œuvre de cette mission, se fera à la fois en termes de contenu et de processus, et en suivant les recommandations du GWP.

Tout le long de la mission, le consultant devra :

- f) Être responsable de la collecte, de l'analyse et de la présentation de toutes les informations pertinentes nécessaires pour l'évaluation des besoins en Readiness ;
- g) Assumer la responsabilité de présenter les résultats, de modérer des réunions et de rédiger des procès-verbaux tout au long du processus de consultation ;
- h) Consigner les commentaires des parties prenantes lors des réunions de consultation/de travail et rendre compte de la manière dont ces commentaires ont été pris en compte ;
- i) Tirer parti des enseignements tirés des initiatives de préparation précédentes et des évaluations similaires menées au Tchad pour enrichir l'analyse et formuler des recommandations concrètes ;
- j) Être disponible pour des interventions supplémentaires dans le cadre du projet, des discussions et consultations avec le chef de projet et/ou les équipes du GWP si nécessaire. Une communication fréquente est essentielle pour cette mission.

5. Etapes de mise en œuvre de la mission

Le consultant doit élaborer un rapport d'évaluation des besoins en matière de Readiness et proposer un plan d'action des interventions à cet effet. La méthodologie adoptée pour cette mission doit garantir une approche rigoureuse, participative et fondée sur des données probantes afin d'assurer la pertinence, la qualité et l'efficacité de l'évaluation. Les étapes suivantes sont données à titre de cadrage et devront être adaptées pour le contexte et les besoins de la mission. L'approche finale sera celle du rapport de démarrage validé.

¹ Optional Guide for Countries on Strategic Planning of Readiness Support

Étape 1 : Examen documentaire et proposition d'approche méthodologique

Le consultant devra examiner la documentation pertinente du pays pour :

- Collecter et analyser les stratégies et cadres nationaux pertinents en matière de changement climatique (par exemple, CDN, PAN, SLT, Programme-pays du GCF, projets Readiness précédents) ;
- Examiner les mandats institutionnels, les dispositifs de gouvernance et les mécanismes de coordination liés au financement climatique. Cet examen prendra également en compte l'analyse de l'engagement du pays avec le GCF notamment à travers le programme de Readiness et l'implémentation des propositions de financement ;

Étape 2 : Collecte et analyse des données

Pour le consultant, cette étape consistera à :

- Cartographier les institutions existantes impliquées dans le financement climatique (AND, ministères sectoriels, EAE, OSC, entités du secteur privé, etc.), leurs rôles et leurs relations.
- À l'aide d'une matrice intérêts/influences, le consultant priorisera ses interventions auprès des parties prenantes à une étape ultérieure ;
- Mener des consultations à l'aide d'outils avec ces parties prenantes de manière à recueillir un ensemble d'information sur **(A) les besoins en Renforcement des capacités pour la coordination du financement climatique et la mise en place de l'environnement favorable pour les investissements climatiques intégrés** pour les autorités nationales désignées (AND) d'une part et, pour les autres parties prenantes, notamment les entités d'exécution (EE), d'autre part. Ce recueil d'information devra ainsi porter :

(1) Pour l'AND, sur :

- La compréhension des stratégies nationales de Changement climatique et la familiarité avec les parties prenantes (analyse, engagement et coordination) ;
- L'élaboration de cadres stratégiques (CDN, PNACC...), de politiques et instruments, ainsi que de plans d'investissement climatique ;
- La capacité de suivi/contrôle/évaluation, ainsi que de communications et gestion des connaissances ;
- L'intégration des questions environnementales, sociales et de gouvernance ;
- La prise de décision et la mobilisation des ressources ;
- Les aptitudes/compétences humaines, ainsi que les Infrastructure/ Equipment ;
- Les Applications d'accès direct ainsi que la planification du processus engagé par les entités désignées/nominées ;

(2) Pour les EEs et potentiels EADs, sur :

- Les modalités opérationnelles du GCF y compris le processus d'engagement (accréditation) ;
- Le développement des propositions de projets bancables ;
- Le suivi/évaluation ;
- L'Evaluation Social et Stratégiques (ESS)

Ensuite, les données à collecter porteront également sur **(B) les besoins en développement de pipelines contribuant au changement de paradigme pour la mise en œuvre des options d'adaptation aux effets des changements climatiques et d'atténuation de ces effets**, afin de :

- Mettre à jour ou d'élaborer le programme pays permettant d'orienter les investissements climatiques ;
- Élaborer des notes conceptuelles robustes ;
- Améliorer les procédures et systèmes facilitant la mise en œuvre, la gestion financière, le suivi et rapportage des projets/programmes climatiques.

La collecte des données devra également permettre d'apprécier **(C) les besoins en partage de connaissances et apprentissages contribuant à améliorer la coopération régionale et nationale pour la programmation du financement de l'action climatique**, en insistant sur :

- La capacité à capitaliser et ou partager des connaissances afin de combler les limites politiques et adresser une programmation intégrée de l'investissement climatique ainsi que son implémentation ;
- Une collaboration Sud/Sud basée sur ses solutions climatiques pour renforcer les partenariats aussi bien au niveau national qu'international.

Les données collectées devront être traduites en informations utiles permettant de clairement distinguer les besoins exprimés par ces parties prenantes ainsi que les lacunes/défis qui freinent/limitent l'engagement du Tchad avec le GCF.

L'analyse enfin devra aboutir à la l'évaluation des besoins priorités afin d'établir une base solide pour la formulation d'interventions concrètes et adaptées dans le plan d'action. Le consultant devra ainsi faire preuve de rigueur, d'esprit d'analyse et de compétences en facilitation pour garantir le succès de cette collecte de données et de leur analyse.

Étape 3 : Évaluation participatives

Ici, il sera question pour le consultant de planifier une séance de travail inclusive avec toutes les parties prenantes pertinentes afin présenter les besoins en Readiness initialement identifiés. Lors de cet atelier, le draft de rapport d'évaluation des besoins en Readiness, y compris le plan d'action provisoire sera présenté par le consultant. Les différentes parties prenantes interviendront à travers des travaux de groupes pour confirmer, ou pas, que l'évaluation des besoins en Readiness prend en compte leurs préoccupations et, de ce fait, apporter les ajustements nécessaires. Le consultant facilitera ces interventions pour garantir que toutes les voix, notamment celles des groupes vulnérables, soient entendues. Le consultant synthétisera ensuite les contributions recueillies et les intégrera dans un rapport avancé d'évaluation des besoins, y compris la planification des interventions. Ici, le consultant s'assura de capitaliser les informations pertinentes relatives à :

- **L'environnement politique et réglementaire favorable**

- la cohérence et la mise en œuvre des politiques liées au climat, des cadres juridiques et des instruments réglementaires qui soutiennent les investissements climatiques intégrés (par exemple, les cadres de planification des investissements, l'intégration fiscale des risques climatiques, des lignes directrices pour l'action au niveau infranational) ;
- les lacunes politiques qui entravent l'engagement du secteur privé et la participation inclusive des groupes vulnérables dans la programmation et l'investissement en matière de financement climatique ;
- **La capacité de planification des investissements climatiques et de développement du portefeuille de projets**
 - la capacité du pays à hiérarchiser et à planifier les investissements en cohérence avec les stratégies nationales et les objectifs de programmation du Fonds vert pour le climat (GCF) ;
 - la qualité et le niveau de préparation des idées de projets, notes conceptuelles ou plans d'investissement en cours d'élaboration ;
 - les blocages institutionnels ou les besoins en appui pour renforcer la génération et la conception de projets à grande échelle ;
- **Des systèmes de suivi, de rapport, d'apprentissage et d'échange de connaissances**
 - les dispositifs institutionnels et les outils dédiés au Suivi, à l'Évaluation et à l'Apprentissage (SEA), au Suivi, Rapport et Vérification (SRV), ainsi qu'au suivi du financement climatique ;
 - les opportunités de renforcer la coopération régionale, les échanges entre pairs et la collaboration Sud-Sud ;

Cet exercice participatif devra aboutir à une synthèse des conclusions et formulation des besoins prioritaires en matière de préparation. Le consultant s'assurera ainsi que ces éléments ressortent dans la première mouture d'un rapport qui présentera également :

- Les éléments issus de l'analyse documentaire, des consultations avec les parties prenantes et de l'évaluation de la préparation ;
- La priorisation des principales lacunes en matière de préparation et les domaines de renforcement des capacités, en cohérence avec la stratégie de préparation du FVC pour la période 2024-2027 ;
- Un portefeuille solide d'idée de projet dans le cadre de la programmation et planification du pays avec le GCF (2025-2027) en prenant en compte de tous les besoins en Readiness de toutes les parties prenantes de l'AND
- Une liste d'activités concrètes pour combler les lacunes identifiées et orienter la rédaction de Termes de Référence (TdR) nationaux solides et fondés sur des données probantes, y compris un plan d'action en matière de préparation.

Étape 4 : Validation

Cette étape vise à garantir que les principales conclusions, les lacunes identifiées et les priorités proposées en matière de préparation soient examinées et approuvées par les parties prenantes concernées, notamment l'AND, les EAD potentielles et d'autres institutions nationales. Un atelier de validation sera organisé afin de s'assurer de l'approbation de toutes les parties prenantes dont le consultant devra s'assurer de la présence.

Le consultant devra ainsi :

- Appuyer le CTN et l'AND dans la préparation et l'organisation de l'atelier de validation, y compris l'élaboration de l'ordre du jour et la préparation des supports de présentation ;
- Présenter le projet de rapport d'évaluation des besoins en matière de préparation ainsi que les activités prioritaires proposées, de manière claire et structurée, aux parties prenantes ;
- Faciliter des discussions inclusives lors de l'atelier afin de recueillir les retours d'un large éventail d'acteurs, notamment les institutions gouvernementales, le secteur privé, la société civile et les partenaires au développement ;
- Documenter tous les commentaires des parties prenantes et intégrer les contributions pertinentes dans la version finale du rapport d'évaluation des besoins en matière de préparation et des recommandations.

6. Résultats attendus

- 01 rapport de démarrage ;
- 01 rapport d'analyse des données sur les besoins en Readiness (sur la base des données primaires et secondaires), sur le plan institutionnel et technique pour le renforcement de la préparation du pays pour accéder au GCF ;
- 01 Plan d'action des besoins en Readiness avec des objectifs, des échéanciers, des responsabilités et des indicateurs clairs pour le suivi et l'évaluation de sa mise en œuvre avec des stratégies de soutien pour accéder au GCF ;
- 01 rapport de tout le processus ressortant les leçons apprises et bonnes pratiques

7. Durée

La durée totale du travail est de 30 Expert/jours allant de Aout à décembre 2025.

8. Qualifications et expérience professionnelle

- Diplôme universitaire (Bac + 4/5) dans un domaine pertinent tel que : économie, finance sciences de l'environnement, géographie, hydrologie, Sciences de gestion, études du développement, politiques publiques ou autres domaines connexes,
- Avoir au moins 08 ans d'expérience avérée dans les processus de consultation des parties prenantes au Tchad dans le cadre de l'évaluation des besoins dans des projets et/ou

programmes, notamment les projets liés aux Changements Climatiques et à la finance climatique ;

- Bonne expérience de travail avec le gouvernement, les agences gouvernementales, les institutions internationales ou privées et le PNE ;
- Bonne connaissance des protocoles de la CCNUCC et du processus de négociation sur le changement climatique ;
- Bonne connaissance des sources internationales de financement du climat, y compris le GCF, et le rôle de l'AND vis-à-vis du GCF ;
- Expérience de travail sur des projets liés au renforcement des capacités institutionnelles et à l'élaboration de plans d'action ;
- Expertise dans les cadres de sauvegarde environnementale et sociale applicables au financement climatique ;
- Bonne compréhension du contexte socio-économique et politique du Tchad ;
- Capacité de travailler avec un minimum de supervision et de consulter autant que possible les communautés, les organismes de réglementation, le secteur privé et le gouvernement.

9. Atouts

- Excellentes compétences en communication verbale et écrite en français et, dans une certaine mesure, en anglais ;
- Solides capacités d'analyse, de rédaction, de rapport et de présentation ;
- Solides compétences interpersonnelles et compétences en communication dans des contextes multipartites, y compris au sein du secteur privé ;
- Compétences diplomatiques et de négociation ;
- Ouverture au changement et capacité à recevoir/intégrer la rétroaction
- Capacité à bien coordonner avec des personnes et des équipes diversifiées et à négocier efficacement les parties prenantes pour obtenir des résultats ;
- Capacités à appliquer les principes d'éthique, d'intégrité, de transparence et de non-discrimination et suit l'éthique de l'organisation ;
- Faire preuve de sensibilité et d'adaptabilité en matière de culture, de sexe, de religion, de race, de nationalité et d'âge ;
- Sensibilité au genre et à l'inclusion sociale ;
- Engagé envers la vision et la mission de GWP.

10. Livrables et paiement

Le paiement se fera en 3 tranches :

Livrables	Échéances	Paiement
- 01 rapport de démarrage	Deux semaines après le démarrage de la mission	20%
- 01 rapport sur les besoins en Readiness (sur la base des données primaires et secondaires) adossé au plan d'action	20 octobre 2025	50%
- Rapport RNA validé, y compris le plan d'action - 01 rapport de tout le processus ressortant les leçons apprises et bonnes pratiques	01 ^{er} décembre 2025	30%

11. Coordination

Le Consultant national travaillera sous la supervision du Coordonnateur Technique National du Projet et en étroite collaboration avec le secrétaire de l'AND et les équipes de GWP.

12. Candidature

Les dossiers de candidature sont à envoyer à l'adresse suivante : recrute@gwpcaf.org, en gardant en copie abmournofils12@gmail.com

Les dossiers de candidature doivent comporter :

- Une lettre de motivation adressée au Coordinateur National Projet de préparation GCF ;
- Un Curriculum vitae détaillé avec les noms et contacts de 03 références ;

La date limite de dépôt du dossier de candidature est le 18 juillet 2025 à 23 :59 heure locale.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées. Veuillez noter que seuls les candidats présélectionnés seront contactés.